

*Initiatives parlementaires*

«Le déficit fédéral de 34,4 milliards de dollars constitue toujours un grave problème.» C'est ce qu'a dit le ministre des Finances. Il a admis qu'il y avait un problème, surtout à cause des chiffres publiés hier, qui montrent que le déficit s'est accru de 1,74 milliard de dollars en décembre, alors qu'il avait augmenté de 1,54 milliard un an auparavant.

J'estime que, avec le projet de loi du député, des choses de ce genre seront moins susceptibles de se produire. Bien sûr, ce n'est pas garanti. Mais si elles commencent à se produire, nous aurions un mécanisme en place, de sorte que nous pourrions examiner le programme à la loupe pour déterminer si ses objectifs premiers sont toujours valables, et nous pourrions y faire quelque chose au lieu de simplement continuer comme avant.

Ces derniers temps, le grand public a l'impression que les dépenses, non seulement du gouvernement fédéral, mais également des gouvernements provinciaux et, je le présume, aussi des municipalités, échappent à tout contrôle. À mon avis, la réduction des déficits annuels constitue le seul moyen de freiner l'endettement à long terme. Si nous ne nous attaquons pas aux déficits annuels, comment pourrions-nous être jamais en mesure de nous attaquer à l'endettement à long terme?

Si quelqu'un considère que ce projet de loi est trop risqué, c'est peut-être qu'il est temps, pour le gouvernement fédéral et les autres gouvernements, de commencer à courir des risques de ce genre. Je ne vois pas, par exemple, comment il pourrait menacer les stratégies et les plans à long terme. Il nous obligerait peut-être cependant à examiner ces stratégies et ces plans à long terme, ce que nous avons été peu disposés à faire il me semble.

Le public, de son point de vue, voit qu'il paye de plus en plus, qu'il reçoit de moins en moins et que le déficit continue de grimper. Cela lui semble plutôt intrigant. À mon avis, ce projet de loi nous permettrait de tenter de maîtriser la situation afin qu'elle ne se produise plus et qu'elle ne puisse plus se produire.

Le concept de dépassement des coûts signifie tout simplement qu'il faudra rendre des comptes au public de temps à autre afin qu'il ne survienne jamais de dépassement des coûts et que certaines des choses dont le ministre des Finances a parlé dans le *Ottawa Sun* le 10 février soient moins susceptibles de se produire. L'autre remarque que les gens du public font constamment, du

moins lorsqu'ils s'adressent à moi, c'est que s'ils devaient gérer leurs affaires comme le fait le gouvernement, ils en arriveraient tous très rapidement à la faillite.

• (1720)

La preuve en est qu'en 1992, au Canada, 76 139 personnes ont fait faillite. On ne leur a pas permis de continuer; on a mis fin à leurs entreprises. Toutefois, il ne semble pas que le gouvernement soit capable de réaliser que cela pourrait aussi lui arriver. Vous vous rendez de plus en plus compte qu'il y a là un grave danger; si les sociétés privées peuvent et doivent faire faillite, si elles se trouvent dans une position où elles n'ont pas d'autre choix et déposent leur bilan, le gouvernement finira peut-être par comprendre pourquoi la population a du mal à admettre que les gouvernements puissent poursuivre leurs activités quand ils se sont mis dans une situation où il leur fallait déposer leur bilan.

Le gouvernement peut, semble-t-il, faire fi des règles auxquelles sont assujetties les sociétés privées et, selon moi, c'est ce qui exaspère la population et c'est ce qui explique qu'on fasse preuve de tant de cynisme aujourd'hui et qu'on se préoccupe tant du niveau d'endettement de notre pays.

Tout le monde le sait, il est très facile de faire des dettes, mais il est parfois très difficile de les payer. Bien sûr, il y a parfois des circonstances où l'on est justifié de faire des dettes, mais l'ennui, selon moi, c'est que le gouvernement ne semble pas avoir de plan pour s'en sortir. Or, si nous devons nous endetter, il nous faut prévoir un plan pour finir par ne plus avoir de dettes.

J'estime que le projet de loi de mon collègue est une modeste tentative pour faire preuve de réalisme en matière d'endettement et qu'il y a lieu de mettre en place un processus d'évaluation permanente pour échafauder un plan d'amortissement de la dette nationale. Il semble que c'est seulement au gouvernement que l'on puisse s'endetter sans songer sérieusement au jour où il faudra se préoccuper d'acquitter ses dettes.

Les gouvernements ne font pas preuve d'efficacité et, à mon avis, il est temps qu'ils commencent à le faire. Si les gouvernements ne sont pas particulièrement efficaces, c'est parce qu'ils n'ont jamais été tenus de l'être. Ils sont venus à la conclusion qu'ils sont devant un puits sans fond et qu'il leur suffit d'en tirer les immenses richesses qu'il recèle, puisqu'il se remplit au fur et à mesure grâce à une source intarissable.